

original du paiement de la cotisation. Au cours des années suivantes de l'affectation, il suffira de fournir le reçu. Seuls les reçus originaux sont acceptés.

- À l'arrivée à la mission

À la mission, le coordonnateur communautaire ou l'agent d'administration fera des suggestions aux intéressés concernant l'emploi et leur donnera des précisions sur les restrictions et les formalités administratives. Il leur sera aussi utile de s'informer des possibilités d'emploi auprès de leurs nouvelles relations et des collègues de travail, et de demander des renseignements aux organismes locaux. Les personnes ayant des compétences transférables pourront exercer un travail autonome (cours particuliers, photographie, écriture, traitement de textes, services de traicteur, etc.).

3. ACCORDS DE RÉCIPROCITÉ CONCERNANT L'EMPLOI AU MOIS DE JANVIER 1990

Des ARE existent à ce jour dans 26 pays et sont «réputés exister» dans un certain nombre d'autres, touchant ainsi 52 missions et 47 pour cent des conjoints du personnel canadien.

Les accords permettent, sur une base de réciprocité, aux conjoints et aux enfants des employés des missions canadiennes d'entrer sur le marché du travail local, sur un pied d'égalité avec la population de l'endroit. Toutes les restrictions à l'emploi sont levées, à l'exception de celles qui concernent l'obtention d'une cote de sécurité et la possession de compétences particulières à l'exercice de certaines professions. Les conjoints et(ou) les personnes à charge qui obtiennent un emploi en vertu des dispositions d'un ARE perdent normalement leur immunité de juridiction civile et administrative à l'égard de toute question découlant dudit emploi. De plus, tous les revenus tirés de cet emploi sont imposables au Canada. (Les impôts payés à l'étranger peuvent être déduits des impôts dûs au Canada. La question sera soumise à Revenu Canada au moment de la présentation de la déclaration de l'impôt sur le revenu.)

ACCORDS CONCLUS

Australie
Barbade
Brésil
Grande-Bretagne
Colombie
Danemark
Espagne
Finlande
France
Ghana
Guyana
Haïti

ACCORDS RÉPUTÉS CONCLUS

Hong Kong
Irlande
Côte d'Ivoire